ARTICLE 73, ARTICLE 74 OU STATUT SUI GENERIS :

QUELLE DIFFERENCE

Il est difficile pour nombre de Guyanais de saisir les différences entre une collectivité relevant de l'article 73, celle régie par l'article 74 de la Constitution, ou encore le statut sui generis proposé par les élus dans le cadre du projet Guyane. Afin d'y voir plus clair, nous présentons ci-dessous ces trois régimes institutionnels sous forme de tableau.

Patrick LINGIBÉ, avocat et spécialiste reconnu du droit d'outre-mer.

CRITERES	Article 73 : Régime dit d'identité législative	Article 74 : Régime dit de la spécialité législative / Autonomie	Statut sui generis - projet Guyane
CONTENU	- Il n'y a pas de statut de défini. - La collectivité concernée se trouve dans un cadre d'identité législative constitutionnellement prédéfini. - L'organisation de la collectivité concernée relève d'une loi ordinaire qui définit son organisation administrative et ses compétences. - Par application du régime de l'identité législative, la collectivité dispose d'une organisation et de compétences similaires aux collectivités hexagonales de même nature.	- Le statut de la collectivité territoriale ultramarine résulte obligatoirement d'une loi organique qui doit être votée en termes identiques par les deux chambres du Parlement. - Cette loi organique constitue le cadre de fonctionnement et d'intervention de la collectivité concernée.	- Le Congrès des élus de Guyane a adopté à l'unanimité, en mars 2022, une résolution fondatrice pour l'inscription de l'autonomie de la Guyane dans la Constitution, sous la forme d'un nouveau titre XII bis, avec une loi organique soumise à consultation populaire. - L'objectif de ce projet vise à sortir du régime d'assimilation et de doter la Guyane d'un statut particulier, reconnu constitutionnellement, permettant l'exercice d'un pouvoir normatif autonome et le transfert de compétences exclusives dans plusieurs domaines clés. - Ce statut ne vise pas la sortie de la République française, mais une reconnaissance des spécificités guyanaises et une responsabilisation accrue dans la gestion locale. - Le projet guyanais impose nécessairement une révision de la Constitution pour créer un titre spécifique consacré à la Guyane, ce qui est une procédure particulièrement lourde.
PRINCIPE	- Application de plein droit des lois et des règlements hexagonaux en Guyane, avec des adaptations limitées "tenant aux caractéristiques et contraintes particulières". - L'État est représenté par un préfet de région.	- Statut défini par une loi organique tenant compte "des intérêts propres" de la Guyane "au sein de la République". - L'application des lois et règlements hexagonaux est fixée par la loi organique. - Autonomie accrue et renforcée pouvant être prévue par la loi organique. - L'État est représenté par un haut-commissaire.	- Statut de niveau constitutionnel visant à valoriser l'identité guyanaise, la citoyenneté partagée et le multiculturalisme, avec reconnaissance des langues régionales et des signes distinctifs (hymne, drapeau), la maîtrise du foncier (transfert du domaine privé de l'État à la collectivité), de l'espace maritime et des ressources naturelles, la création d'une agence foncière territoriale. - Ce projet prévoit une nouvelle gouvernance : président et gouvernement de la collectivité autonome, assemblée délibérante élue, conseils consultatifs (économique, social, environnemental, culturel ; assemblée des autorités coutumières autochtones ; Sénat coutumier bushinengue). - Les communes et les intercommunalités sont maintenues ainsi que le Congrès des élus de Guyane. - L'État est représenté par un Haut-commissaire.
ADAPTATION DES LOIS	Adaptations possibles via habilitations, mais procédure lourde et restrictive.	Large capacité à adapter ou créer des normes locales, sauf domaines régaliens.	Adaptation sur-mesure, possibilité d'adapter les normes étatiques et européennes aux réalités locales.

CRITERES	Article 73 : Régime dit d'identité législative	Article 74 : Régime dit de la spécialité législative / Autonomie	Statut sui generis - projet Guyane
TRANSFERT DE COMPETENCES	- Limité, principalement dans les domaines non régaliens ; procédure d'habilitation complexe. - Les matières régaliennes sont exclues de tout transfert de compétence ou d'habilitation : nationalité, droits civiques, garanties des libertés publiques, état et la capacité des personnes, organisation de la justice, droit pénal, procédure pénale, politique étrangère, défense, sécurité et ordre publics, monnaie, crédit et changes, droit électoral ainsi que toute matière précisée et complétée par une loi organique.	- Limité, principalement dans les domaines non régaliens ; procédure d'habilitation complexe. - Les matières régaliennes sont exclues de tout transfert de compétence : nationalité, droits civiques, garanties des libertés publiques, état et la capacité des personnes, organisation de la justice, droit pénal, procédure pénale, politique étrangère, défense, sécurité et ordre publics, monnaie, crédit et changes, droit électoral ainsi que toute matière précisée et complétée par une loi organique.	- Transferts ciblés de compétences « leviers de développement », selon les besoins spécifiques de la Guyane. - Par nature, les matières régaliennes sont exclues de tout transfert de compétence : nationalité, droits civiques, garanties des libertés publiques, état et la capacité des personnes, organisation de la justice, droit pénal, procédure pénale, politique étrangère, défense, sécurité et ordre publics, monnaie, crédit et changes, droit électoral ainsi que toute matière précisée et complétée par une loi organique. - Cependant, une adaptation maximale, y compris dans des domaines très étendus voire constitutionnels est possible par une très forte différenciation par rapport à l'hexagone (cas unique et inédit de la Nouvelle-Calédonie avec les réserves formulées).
NIVEAU D'AUTONOMIE	Autonomie institutionnelle limitée ; dépendance au cadre national.	- Autonomie plus large et renforcée. - La seule collectivité d'outre-mer dotée de l'autonomie effective est la Polynésie française.	Autonomie modulable, adaptée à la situation guyanaise, sans perte de solidarité nationale et européenne.
PROCEDURE DE MODIFICATION	Par loi nationale, consultation locale possible	Par loi organique, après négociation avec l'État.	Nécessite une révision constitutionnelle pour intégrer la création d'un cadre juridique inédit
AVANTAGES	- Principe formel de garantie d'égalité devant la loi par le principe d'identité législative. - Sécurité juridique formelle du point de l'uniformité du droit appliqué. - Adaptations possibles mais limitées du fait du principe dit de l'identité législative.	- Grande souplesse institutionnelle tenant au statut défini par la loi organique reposant avant tout sur le principe dit de la spécialité législative. - Capacité d'adapter en profondeur le droit local, notamment par l'adoption de normes. - Meilleure prise en compte des intérêts locaux.	- Statut sur-mesure reconnu au niveau constitutionnel. - Prise en compte des réalités amazoniennes et sud-américaines au niveau constitutionnel. - Maintien de la solidarité nationale. - Plus grande efficacité des politiques publiques locales reconnues au niveau constitutionnel.
INCONVENIENTS	- Adaptation limitée souvent insuffisante. - Procédures lourdes pour l'utilisation des mesures d'habilitation. - Peu de marges de manœuvre locales.	- Complexité administrative du droit appliqué. - Risque de fragmentation du droit par rapport au droit hexagonal. - Autonomie relative parfois limitée par l'État.	- Complexité juridique et institutionnelle. - Incertitude sur la mise en œuvre car nécessité impérative d'une réforme constitutionnelle. - Statut à inventer avec une loi organique en cohérence avec la création demandée du titre XII bis de la Constitution consacré exclusivement à la Guyane.
APPLICATION DU DROIT COMMUNAUTAIRE	Oui les quatre DROM sont des RUP appliquant le droit communautaire.	- Cela est fonction du souhait de la loi organique d'appliquer le droit communautaire ou pas. - Seule la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin régie par l'article 74 de la Constitution applique le droit communautaire et est considérée comme une RUP. - Les autres collectivités d'outre-mer de l'article 74 de la Constitution relèvent toutes du statut de PTOM et n'appliquent donc pas le droit communautaire sur leur territoire.	Onction du souhait d'appliquer le droit communautaire.
EXIGENCES PARTICULIERES	- Le premier alinéa de l'article 72-4 de la Constitution prévoit qu'aucun changement de régime institutionnel d'une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution vers l'article 74 ne peut intervenir sans que le consentement des électeurs ait été préalablement recueilli sur une question posée portant sur son organisation, ses compétences ou son régime législatif. - Ce changement de régime est décidé par une loi organique.	- Le premier alinéa de l'article 72-4 de la Constitution prévoit qu'aucun changement de régime institutionnel d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution vers l'article 73 ne peut intervenir sans que le consentement des électeurs ait été préalablement recueilli sur une question posée portant sur son organisation, ses compétences ou son régime législatif. - Ce changement de régime est décidé par une loi organique.	- Aucune disposition de la Constitution ne le prévoit. - Ce statut est totalement individualisé. - Il est créé à la suite d'accords spécifiques avec le Gouvernement (exemple des accords de Nouméa) ou d'écritures constitutionnelles (exemple avec la Corse). - Le projet prévoit la consultation préalable des électeurs de Guyane et de la diaspora guyanaise.
COLLECTIVITES CONCERNEES	Guyane, Martinique, Guadeloupe, La Réunion et Mayotte.	Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Wallis et Futuna et Polynésie française.	- Seule la Nouvelle-Calédonie est une collectivité de nature constitutionnelle. - Elle n'est pas considérée à ce titre comme faisant partie des collectivités territoriales françaises comme le sont les départements et régions d'outre-mer (DROM) et les collectivités d'outre-mer (COM).